

La revue Recherches féministes a 20 ans : un peu d'histoire pour comprendre le présent et préparer l'avenir

Micheline Dumont et Estelle Lebel

Volume 21, numéro 1, 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/018305ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/018305ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dumont, M. & Lebel, E. (2008). La revue Recherches féministes a 20 ans : un peu d'histoire pour comprendre le présent et préparer l'avenir. *Recherches féministes*, 21(1), 1–9. <https://doi.org/10.7202/018305ar>

La revue Recherches féministes a 20 ans : un peu d'histoire pour comprendre le présent et préparer l'avenir

MICHELINE DUMONT ET ESTELLE LABEL

La revue *Recherches féministes* a 20 ans! Son premier numéro (vol. 1, n° 1, 1988), comportait un texte de Robertine Barry déplorant, en 1895, que les Québécoises n'aient pas encore accès à l'université alors qu'elles y étaient déjà si nombreuses dans le monde anglo-saxon, notamment aux États-Unis (Dumont 2004). Ce texte était intitulé : « Pour mesurer le chemin parcouru ». Rappelons rapidement le chemin parcouru durant le dernier siècle.

Depuis 1896, la très lente progression des Québécoises francophones vers le savoir universitaire s'est mise en marche. Ainsi, Marie Sirois reçoit un diplôme en 1903 à l'Université Laval, mais elle n'est pas admise à la collation des grades (Girouard 1993). Les sœurs de la congrégation de Notre-Dame arrachent la permission aux autorités religieuses et universitaires d'ouvrir une « école supérieure pour les jeunes filles », à Montréal en 1908, lorsqu'elles apprennent que deux journalistes, Éva Circé-Côté et Gaëtane de Montreuil, ont l'intention d'ouvrir un lycée laïc, comme on désigne à ce moment-là toute institution qui ne dépend pas de l'autorité religieuse. Le lycée a pour président Gonzalve Desaulniers, anticlérical notoire. Cet établissement veut permettre aux filles de poursuivre des études supérieures en sciences et en commerce. Cependant, privé d'autorisation épiscopale, le lycée ne survivra que deux ans. Pendant ce temps, à l'« école supérieure », on répète aux nouvelles bachelières que leur diplôme ne leur donne pas le droit de s'inscrire en droit ou en médecine. « Si vous voulez faire fermer le collège, inscrivez-vous à l'université », avertit mère Sainte-Anne-Marie, fondatrice de l'établissement (Danylewycz 1988 : 190). Au demeurant, pendant ces premières décennies, le tiers des bachelières sont des religieuses, dont la fondatrice qui obtient son baccalauréat ès art en 1914, trois ans après Marie-Justine Gérin-Lajoie, la toute première bachelière. De 1900 à 1920, il y a donc passage de l'**exclusion** à la **tolérance**.

Durant les deux décennies suivantes, les inscriptions d'étudiantes sont rarissimes aux deux universités francophones du Québec. En 1924, Marthe Pelland s'inscrit en médecine à Montréal. Quelle audace! Mère Sainte-Anne-Marie écrit au recteur : « Daignez me permettre de vous faire part du regret que j'ai éprouvé en apprenant que l'une de nos élèves de l'école d'enseignement supérieur avait été admise à suivre les cours de médecine » (Danylewycz 1988 : 190). Elle craint que le collège ne perde sa protection. En même temps, elle résiste aux demandes des autorités universitaires d'implanter un baccalauréat « féminin » : elle persiste à vouloir offrir un baccalauréat identique à celui des garçons (Danylewycz 1988). Avant 1930, quelques étudiantes en littérature, deux en chimie, une en philosophie sont inscrites à l'Université de Montréal. Quant aux étudiantes en droit, on en

compte, avant 1941, trois à l'Université de Montréal, aucune à Laval et dix-sept à l'Université McGill (Bélanger 1991 : 51). Pourquoi d'ailleurs s'inscrire en droit puisque les diplômées se voient interdire l'accès au Barreau? À l'Université Laval, Jeanne Lapointe est la première femme à recevoir un « vrai » diplôme de littérature en 1938. Quand l'Université de Sherbrooke reçoit ses premières cohortes, en 1954, il y a deux étudiantes. Avant 1940, quelques femmes font partie du corps professoral des deux universités francophones. De 1920 à 1950, il y a donc passage de la **tolérance à une présence... microscopique.**

Cette très lente marche commence à s'accélérer après la Seconde Guerre mondiale et surtout à la fin des années 50. Bientôt, les étudiantes se comptent par centaines, mais surtout dans des programmes professionnels féminins : diététique, hygiène, physiothérapie, nursing, service social, bibliothéconomie, traduction (Collin 1988). Les femmes qui dirigent ces programmes n'ont pas une entière liberté d'action : le savoir qu'elles dispensent est contrôlé (Fahmy-Eid 1997). La réforme inaugurée après le rapport Parent ouvre grande les portes des universités à des milliers d'étudiantes. Toutes les analyses le confirment : les filles sont les principales bénéficiaires de cette révolution de démocratie éducative (Dandurand 1990). Rapidement elles deviennent majoritaires dans la plupart des disciplines qui leur sont accessibles; mais jusqu'à récemment, elles ont été victimes de contingentement en médecine et elles sont toujours peu nombreuses en sciences et en génie, où, depuis le drame de l'École polytechnique, en 1989, on sait qu'il y en aura toujours 14 de moins. Du côté du corps professoral, la proportion de femmes est de 9 % en 1961 dans les universités québécoises (Baudoux 2005 : 74) et elles n'ont pas encore accédé au *e* muet¹.

Cette arrivée massive des femmes va-t-elle transformer l'université et le savoir? Pour répondre à cette question, il convient de rappeler que, à travers l'histoire, les efforts des femmes pour transformer le savoir ont été ignorés ou neutralisés. Dans son ouvrage *The Creation of Feminist Consciousness*, la grande historienne américaine Gerda Lerner (1993) a montré que, depuis le Moyen Âge, de nombreuses femmes ont tenté de proposer un savoir différent, mais que leurs écrits ont systématiquement sombré dans l'oubli. À chaque siècle, chacune a été obligée de tableur sur ses seules forces intellectuelles pour proposer une critique du savoir masculin. Lynn Macdonald (1994) a montré qu'à l'origine des sciences sociales se trouvent des travaux de femmes (le plus souvent ceux des premières féministes du XIX^e siècle), mais que leurs recherches et leurs constats n'ont pas été retenus par les sciences sociales dominantes.

Aux États-Unis, dès 1900, les femmes constituaient plus du tiers (36,7 %) de l'effectif étudiant des collèges et des universités, c'est-à-dire 3 % des jeunes femmes de 18 à 21 ans (Salomon 1985 : 32). Dans son ouvrage *Beyond Separates Spheres. Intellectual Roots of Modern Feminism*, Rosenberg (1982) souligne qu'au début du

¹ Il faut noter la force symbolique et discursive de ce *e* dit « muet ».

XX^e siècle, en psychologie, en sociologie, en anthropologie et en sexologie, les théories traditionnelles ont été remises en question lorsque des étudiantes y ont été acceptées pour effectuer des études supérieures. En dépit des préjugés tenaces qui s'opposent à leur présence, elles surmontent les processus de discrimination qui retardent leur avancement universitaire, elles obtiennent des emplois de recherche et elles collaborent à l'élaboration de nouvelles théories. Le balancier « nature-culture » oscillait, dans les sciences humaines, depuis deux siècles. Les théories naturalistes positivistes abondaient au XIX^e siècle. Cependant, les théories culturalistes se sont imposées durant les trois premières décennies du XX^e siècle. Selon Rosenberg, pour expliquer leur émergence, on doit tenir compte de la présence féminine. Il faut relire sa démonstration : elle est fascinante, car on découvre que des femmes, assistantes de recherche et professeures, ont contribué au développement des théories nouvelles qui ont modifié les conceptions initiales des sciences sociales émergentes. Rosenberg termine son ouvrage en expliquant pourquoi, après 1930, cette influence s'est progressivement amenuisée, ce qui a refoulé les femmes vers la pratique et l'enseignement et les hommes vers la formulation de théorie. (Rosenberg 1982 : 238-242). Puis le balancier est revenu vers les théories naturalistes (eugénisme, théorie des tempéraments, fonctionnalisme en sociologie, etc.). Les noms de la plupart de ces chercheuses américaines sont aujourd'hui disparus, mais comment oublier l'influence durable de Margaret Mead et de Ruth Benedict sur les études anthropologiques (Rosenberg 1982 : 223-237)? Après la Seconde Guerre mondiale, le conservatisme ambiant a incité la grande majorité des étudiantes américaines à devenir ménagères ou femmes au foyer *housewives* (Salomon 1985 : 207-212).

Ainsi, quand, dans les universités québécoises, les étudiantes arrivent en grand nombre, le savoir qu'on leur présente demeure foncièrement androcentrique. La percée rapportée par Rosenberg est bel et bien oubliée et n'a eu aucun effet dans les universités québécoises dominées par l'Église. Au demeurant, les sciences sociales y apparaissent tardivement. Les étudiantes en droit apprennent les bases juridiques de la subordination des femmes. Les étudiantes en médecine apprennent l'instrumentalisation du corps des femmes. Les étudiantes en littérature apprennent que la littérature se décline au masculin et que Christine de Pisan n'est « que la première de cette insupportable lignée de femmes auteurs », selon Gustave Lanson (1912 : 166). La psychologie établit que les critères de la normalité humaine sont les caractéristiques du comportement masculin. Selon la psychanalyse, les femmes sont menées par leur envie du pénis. Les sciences sociales décrivent un monde normé, fonctionnel, où les rôles sociaux sont déterminés selon le sexe. Les femmes sont absentes des récits historiques et des sciences politiques et économiques.

Cependant, à partir de la fin des années 60, un vent nouveau apparaît aux États-Unis qui a vite fait de se déployer également au Québec et au Canada². Sensibles aux questions que le féminisme a portées sur la place publique, des étudiantes et surtout des professeures réclament que l'on tienne compte de leur réalité dans les enseignements. Les professeures introduisent progressivement des contenus nouveaux dans leurs cours. Leur travail, d'abord solitaire, va bientôt devenir solidaire. Les études sur « la » femme se mettent en place, deviennent bientôt études sur « les » femmes et rapidement études « féministes ». On assiste à la création de centres de recherche³, à l'organisation de colloques, à la publication de numéros spéciaux dans les revues disciplinaires, d'articles, de monographies, de répertoires de cours, à la mise en place de réseaux variés et à l'introduction de la section « Études féministes » à l'Association francophone pour le savoir (Acfas).

Si ce contexte apparaît au lancement dans la francophonie de la revue *Recherches féministes*, il faut aussi rappeler que, parallèlement, la société nord-américaine bascule dans l'antiféminisme (Faludi 1993). La raison d'être de la revue n'en sera que plus importante.

Nous avons voulu, par ces quelques paragraphes, nous situer dans la longue durée pour rappeler que les réalisations intellectuelles des femmes n'ont aucune garantie de pérennité et que le statut des études féministes est précaire, comme en témoigne cette citation d'une professeure de philosophie : « Enseigner Rousseau, et taire sa conception de la femme, c'est être objectif et faire de la philosophie. Enseigner Beauvoir, et parler de sa conception de la femme, c'est être subjectif et faire de l'idéologie » (Mailloux 2008).

L'accès au savoir universitaire pour les femmes a pour corollaire obligé la critique du savoir. Et cette tâche colossale se poursuit. Le programme et les objectifs de la revue *Recherches féministes* ont traversé les deux premières décennies et restent totalement d'actualité. Grâce à la diffusion numérique, la revue *Recherches*

² Un ouvrage, à paraître sous peu, explique l'origine des études féministes au Canada : *Minds of our Own : Inventing Feminist Scholarship and Women's Studies in Canada, 1966-1976* (Waterloo, Wilfrid Laurier Press, printemps 2008). Six Québécoises y figurent, dont les textes originaux rédigés en français viennent de paraître dans la revue. *Labrys, études féministes* (www.unb.br/ih/his/gefem). Ce sont des textes d'Anita Caron, Micheline Dumont, Danielle Juteau, Nadia Fahmy-Eid, Maïr Verthuy et Marie-Andrée Bertrand. Les textes sont présentés par Francine Descarries.

³ Citons, à titre d'exemple, l'Institut Simone de Beauvoir de l'Université Concordia, le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe (GREMF) de l'Université Laval, le Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche féministe (GIERF) et l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), et le programme d'études sur les femmes à l'Université d'Ottawa, le Groupe interfacultaire de recherche et de rencontres des femmes universitaires de Sherbrooke (GIRFUS) de Sherbrooke et le séminaire multidisciplinaire de l'Université de Montréal.

féministes est davantage lue en Europe. Durant le seul mois de janvier 2008, plus de 10 800 pages ont été consultées en France, 2 150 dans les pays du Maghreb, 577 en Belgique, 449 en Espagne, 402 en Suisse et 2 750 ailleurs, dont le Canada et les États-Unis. Cependant, l'interdisciplinarité, qui est une richesse, constitue en même temps un obstacle, notamment pour convaincre plusieurs chercheuses de s'abonner. La mondialisation des analyses pose des défis redoutables. La montée du conservatisme fragilise les transformations sociales qui se sont opérées depuis trois décennies.

L'année 2008 est déjà chargée d'anniversaires et d'événements nouveaux : 400^e anniversaire de Québec, ville d'édition de la revue, centenaire de la naissance de Simone de Beauvoir, qui a légué aux femmes un essai lumineux permettant l'émergence des paradigmes féministes; centenaire de l'ouverture du premier collège féminin au Québec; quarantième anniversaire de l'émergence du Women's Lib aux États-Unis, qui allait modifier de fond en comble les analyses politiques du féminisme⁴; vingtième anniversaire de la décriminalisation de l'avortement au Canada, mais nouvelle tentative, à la Chambre des communes, de donner une personnalité juridique au fœtus. Les emplois des femmes sont encore parmi les plus précaires et les plus mal payés. L'imaginaire sur les écrans est, à peu d'exception près, celui des hommes. La possibilité des réalisatrices en audiovisuel de tourner, d'exercer leur métier, est moins grande aujourd'hui que durant les vingt dernières années⁵. Cette situation n'est surtout pas le reflet du libre jeu des talents mais bien celui d'une discrimination systémique qui perpétue des représentations inégalitaires à travers une imagerie sexiste tant au cinéma qu'à la télévision, dans la publicité, dans les jeux vidéo et dans la presse magazine. Les communications visuelles actuelles exposent une mise en forme et un discours qui reflètent et consolident la domination patriarcale devant lesquels le combat féministe apparaît celui de David contre Goliath.

Pour ce numéro spécial, nous avons voulu éviter le ronron des célébrations et des félicitations. Il allait de soi qu'il fallait le point de vue d'une des fondatrices et de celle qui a dirigé avec clairvoyance la revue pendant dix ans : Huguette Dagenais. Marie-José des Rivières et Simona Mancini l'ont interrogée, et cette conversation permet de comprendre les divers aspects de cette entreprise collective et stimulante.

⁴ Voir Echols (1989). En fait, les groupes féministes sont apparus entre 1967 et 1970, dont les quatre plus importants en 1968.

⁵ En 1985-1986, les réalisatrices recevaient, de Téléfilm Canada, 17 % des budgets pour les longs métrages de fiction. En 2005-2006, elles en ont reçu 11 %. Durant la même année, dans le domaine de la réalisation documentaire, où les femmes sont pourtant très présentes, elles n'ont obtenu que 25 % de l'enveloppe budgétaire afin de réaliser 34 % des documentaires subventionnés. Elles sont aussi nombreuses que les hommes dans les cours de cinéma et de communication, mais elles n'ont reçu que 28 % du budget dans le programme Jeunes créateurs de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) : Réalisatrices équitables (2007).

Christine Piette, qui a dirigé, par intermittence, huit parutions de la revue, a accepté de faire une analyse de contenu de 40 premiers numéros. Le résultat forme un panorama impressionnant de la culture féministe et de l'évolution des principaux thèmes et problématiques abordés. Elle a confectionné une magnifique courtepoinTE en attachant des extraits de tous les textes de présentation.

De son côté, Chantal Théry s'est penchée sur la carrière et les idées avant-gardistes de Jeanne Lapointe, professeure de littérature à l'Université Laval de 1940 à 1990. Avec Claudia Raby, qui a présenté un mémoire de maîtrise sur la pensée de cette femme remarquable, Chantal Théry met en relief l'audace de la pensée de Jeanne Lapointe, son rôle déterminant pour de nombreuses écrivaines (et écrivains) et son art du dialogue. Ce texte est, il faut le souligner, une démonstration exemplaire que l'enseignement universitaire conduit souvent les femmes à la découverte de la perspective féministe.

Anne-Marie Daune-Richard, pour sa part, a choisi de réfléchir sur l'évolution de son propre parcours de chercheuse, relativement aux concepts de citoyenneté et d'individu. Cette réflexion a entraîné la publication d'un texte complémentaire, signé par Marie-Blanche Tahon. Ces deux textes permettent de comprendre les défis que posent les théories dominantes, confortées dans l'illusion que l'« Homme » qui se trouve à la base de leur discours représente l'humanité, alors que l'analyse des faits montre que cet « Homme » demeure un individu de sexe masculin. Le dilemme de Mary Wholesonecraft n'est pas près d'être résolu : comme l'a signalé Toupin (1993 : 44), « ce tiraillement constant que subissent les femmes entre, d'une part, leur désir d'« égalité », d'être des sujets historiques, politiques, des actrices sociales et, de l'autre, la réalité sociale de l'inégalité, [qui] constitue un véritable morcellement, un dilemme profondément ancré dans leur vie ».

Enfin, la jeune chercheuse Valérie Dubé présente une critique féministe de Foucault. Elle montre que, dans son ouvrage *Le souci de soi* (1976), le philosophe se trouve à oblitérer le souci de l'autre et que, ce faisant, il se trouve à occulter l'expérience historique des femmes. Elle estime que, en se concentrant sur l'éclatement identitaire du genre, les féministes héritières de Foucault, s'éloignent de la dénonciation du patriarcat et glissent vers l'indifférenciation sexuelle, ce qui exclut la majorité des femmes.

Singulière coïncidence, ces trois textes (Daune-Richard, Tahon et Dubé) mettent en évidence que la réalité matérielle de la vie des femmes (l'enfantement, le maternage, les responsabilités familiales, les occupations de soutien) constitue ce nœud qui rend impossible l'application de bien des théories à l'ensemble de l'humanité.

Fidèles à une tradition qui a souvent incité la revue *Recherches féministes* à soulever des débats, nous avons choisi d'en présenter deux. Le premier s'intéresse aux « paradigmes féministes en recherche », histoire de lancer un coup de sonde sur l'impact des concepts féministes sur l'ensemble du savoir. Nous avons proposé à huit personnes de générations, de disciplines et d'universités différentes, trois larges

questions auxquelles elles ont bien voulu répondre. Comme ces personnes ne se sont pas rencontrées, nous avons intitulé cet exercice : « Discussion virtuelle ». Les avis sont très différents et témoignent de la richesse de la réflexion féministe. Le format choisi (un maximum de quatre pages par personne) n'a pas permis à chacune de répondre à toutes les questions. Cependant, le résultat présente un état des lieux captivant qui invite à se référer à l'ouvrage *Un savoir à notre image. Critique féministe des disciplines* dirigé par Roberta Mura (1991) et à l'article de Maria Puig (2004) : « (Re) construire les savoirs ».

Francis Dupuis-Déri propose un texte étonnant : « Les hommes proféministes : compagnons de route ou faux amis? » La question avait déjà été abordée dans un numéro précédent de *Recherches féministes* (vol. 19, n° 2). L'auteur propose ici que les hommes proféministes s'engagent individuellement et collectivement à limiter leur pouvoir sur les femmes et les féministes. C'est par le terme *disempowerment* qu'il désigne cette « réduction du pouvoir individuel et collectif qu'exercent les hommes sur les femmes ». Malgré l'insistance sur le caractère « collectif » du processus de *disempowerment*, il est difficile de penser qu'il pourrait attaquer le fonctionnement du patriarcat sur le plan économique, politique, etc., et transformer structurellement les rapports sociaux de sexe. Il nous est cependant apparu important de publier cette (trop rare) réflexion d'un homme proféministe, en particulier pour nos lecteurs progressistes, notamment les jeunes ouverts au changement social, et pour nos lectrices, jeunes et moins jeunes féministes qui souhaitent effectivement des compagnons de route proféministes.

Nous présentons également deux textes critiques : le premier sur un combat à faire, le second sur un combat à poursuivre. Francine Cousteau Serdongs a réussi à formuler une critique féministe de la généalogie et propose quelques solutions originales pour transformer ce re-père du patriarcat. Comme on pouvait s'y attendre, c'est la lignée maternelle qui est systématiquement occultée dans la pratique actuelle de la généalogie.

Pour sa part, Hélène Dumais qui, fidèlement depuis plusieurs années, révise et déséxise les textes que publie la revue présente un état de la situation sur ce chantier de la langue française. Pour ce faire, elle donne la parole à des linguistes qui étudient cette question en France, en Suisse, en Belgique et au Québec.

Enfin, comme cadeau d'anniversaire, nous offrons à nos abonnées un DVD de la collection complète des textes de la revue *Recherches féministes*, soit 354 textes parus de 1988 à 2008. Un index permet d'atteindre les textes par mots clés. Amélie Descheneau-Guay explique comment s'est faite l'élaboration de cet index qui implique une connaissance générale des enjeux théoriques liés au corpus.

Une conclusion se dégage de cette succession de travaux éloignée du discours ambiant et toujours dominant : les études féministes répondent à des besoins actuels et multiples. Au fil des ans, des questions anciennes persistent et de nouvelles apparaissent. Par sa critique, la recherche féministe permet de réconcilier

des disciplines trop souvent en concurrence. Longue vie à la revue *Recherches féministes*!

RÉFÉRENCES

BAUDOUX, Claudine

2005 *La passion de l'université. Les femmes dans la gestion collégiale et bureaucratique*. Cap-Rouge, Presses interuniversitaires.

BÉLANGER, Sylvie

1991 *Devenir avocate; l'entrée des femmes dans une profession juridique au Québec, 1911-1985*. Mémoire de maîtrise en histoire. Sherbrooke, Université de Sherbrooke.

COLLIN, Johanne

1988 « La dynamique des rapports de sexe à l'Université : 1940-1980 : une étude de cas », *Histoire sociale/Social History*, 38 : 365-385.

DAGENAIS, Huguette

1999 *Pluralité et convergences. La recherche féministe dans la francophonie*. Montréal, Les éditions du remue-ménage.

DANDURAND, Pierre

1990 « Démocratie et école au Québec : bilan et défis », dans Fernand Dumont et Yves Martin (dir.), *L'éducation vingt-cinq ans plus tard! Et après?* Québec, IQRC : 37-60.

DANYLEWYCZ, Marta

1988 *Profession : religieuse. Un choix pour les Québécoises, 1840-1920*. Montréal, Boréal.

DESCARRIES, Francine

2007 « Nous féministes du Québec », *LABRYS, juillet-décembre 2007*.

DUMONT, Micheline

2004 « L'accès des Québécoises à l'éducation et à la mixité », dans E. Gubin et autres (dir.), *Le siècle des féminismes*. Paris, Éditions de l'Atelier : 149-163.

ECHOLS, Alice

1989 *Daring to be bad. Radical Feminism in America 1967-1975*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

FAHMY-EID, Nadia et autres

1997 *Femmes, santé et professions. Histoire des diététistes et des physiothérapeutes au Québec et en Ontario*. Montréal, Fides.

FALUDI, Susan

1993 *Backlash, La guerre froide contre les femmes*. Paris, Des Femmes [1^{re} éd. : 1991 (en anglais)].

FOUCAULT, Michel

1976 *Le souci de soi*. Paris, Gallimard.

GIROUARD, Guylaine

1993 « L'admission des femmes à l'Université Laval 1901-1945 : un compromis entre des objectifs féministes et des objections cléricales », *Les Cahiers de recherche du GREMF*, Cahier 52.

LANSON, Gustave

1912 « Le quinzième siècle (1420-1515) », *Histoire de la littérature française*. 12^e éd. Paris, Librairie Hachette.

LERNER, Gerda

1993 *The Creation of Feminist Consciousness. From the Middle Ages to Eighteen-Seventy*. New York et Oxford, Oxford University Press.

MAILLOUX, Louise

2008 « La tête de Beauvoir et le sexe des philosophes », *Le Devoir*, 22 janvier 2008 : A-7.

MCDONALD, Lynn

1994 *Women Founders of the Social Sciences*. Ottawa, Carleton University Press.

MURA, Roberta

1991 *Un savoir à notre image. Critique féministe des disciplines*. Montréal, Adage.

PUIG, Maria

2004 « (Re) construire les savoirs », dans E. Gubin et autres (dir.), *Le siècle des féminismes*. Paris, Éditions de l'Atelier : 289-303.

RÉALISATRICES ÉQUITABLES

2007 *Réalisatrices équitables*. [En ligne], [www.realisatrices-equitables.org], (3 mars 2008).

ROBBINS, Wendy et autres (dir.)

2008 *Minds of our Own. Inventing Feminist studies in Canada*. Waterloo, Wilfrid Laurier Press.

ROSENBERG, Rosalind

1982 *Beyond Separate Spheres. Intellectual Roots of Modern Feminism*. New Haven et Londres, Yale University Press.

SALOMON, Barbara Miller

1985 *In the Company of Educated Women. A History of Women and Higher Education in America*. New Haven et Londres, Yale University Press.

TOUPIN, Louise

1993 « Peut-on faire l'histoire du féminisme? », *Recherches féministes. Temps et mémoire des femmes*, 6, 1 : 25-52.